

Construire un chemin de lutte à partir de l’ancrage municipal jusqu’aux élections présidentielle et législative de 2027 : mener de front en les articulant batailles financière et démocratique pour l’appropriation citoyenne des enjeux de lutte des classes

Dès les lendemains du 22 mars, les nouveaux conseils municipaux vont être confrontés à la question cruciale des moyens budgétaires pour mettre en œuvre leur programme et tenir leurs engagements.

Pour mener cette bataille financière avec efficacité, celle-ci devra, d'une part situer les enjeux de divergences d'intérêts entre capital et travail, donc d'une lutte des classes à mener consciemment du côté du monde du travail et d'autre part, se construire en recherchant l'implication citoyenne, en faisant vivre la démocratie sociale et participative.

Pour cela, nos forces communistes doivent chercher à ancrer les actions collectives dans la proximité des préoccupations sociales quotidiennes pour refaire de la politique et recréer du lien. Mener localement cette bataille financière pour la justice fiscale, populariser les enjeux de lutte des classes en les rendant accessibles, tout en valorisant nos propositions pour la construction d'alternatives de justice sociale, c'est se donner les moyens tout à la fois :

- de disqualifier l'extrême droite en dévoilant son imposture politique, en démontrant sa démagogie puisque derrière l'affichage de ses promesses sociales, il n'y a pas l'ombre d'un financement possible, juste socialement, lequel ne peut être pris que sur les privilèges du capital, ce que refuse le RN (voir ses votes à l'AN).

- de construire des bases solides et efficaces pour le rassemblement des forces de gauche dans la perspective de la présidentielle et des législatives 2027

Le 23 mars est un nouveau point de départ. À partir du rapport de forces issu des municipales et tout au long des 12 mois précédant l'échéance présidentielle, il y aura besoin de continuer à faire vivre notre conception de communes qui soient à la fois des bases de résistance et de contestation des restrictions budgétaires et des bases de luttes offensives pour les services publics, l'emploi et le pouvoir d'achat au service de la construction d'alternatives.

- 1. Se mobiliser et mobiliser la population pour réaliser les ambitions de progrès social contenues dans les programmes municipaux, face à une politique d'austérité qui est bien là et dont il faut organiser la contestation jusqu'à imposer des reculs au gouvernement :

- **Donner un nouveau souffle à notre pétition sur 211 milliards d'argent public.** La brèche qui a été ouverte doit s'élargir sous la poussée de nos efforts militants. Il s'agit d'obtenir que ces aides soient conditionnées à l'atteinte d'objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, et de respect d'ambitions sociales ou environnementales.

Se donner les moyens de mener cette bataille en priorité dans les entreprises et sur les lieux de travail.

Continuer à montrer qu'il y a de l'argent disponible pour le progrès social, que cet argent-là n'est pas utilisé pour servir l'intérêt général mais pour servir les profits et les privilèges capitalistes, ce qui a pour conséquence de nourrir le chômage et la pauvreté, la précarité des emplois et les bas salaires, la désindustrialisation et le recul des services publics. Quelques chiffres illustrent l'échec de la politique libérale et son scandale permanent :

- les 80 à 100 milliards de dividendes versés aux actionnaires des multinationales du CAC 40 ces dernières années
- les 1228 milliards de patrimoine cumulés par les 500 familles les plus riches de France.
- les 75 à 80 milliards d'exonération de cotisations sociales chaque année, dénoncés y compris par la Cour des Comptes
- les 9,8 millions de personnes touchées par la pauvreté (15,4% de la population en France métropolitaine), un chiffre jamais atteint depuis 30 ans.

- 2. Construire des convergences de luttes immédiates sur le terrain de la citoyenneté avec les forces associatives et syndicales. Les points concrets des programmes municipaux qui correspondent souvent à des enjeux d'amélioration des services publics peuvent et doivent permettre de construire ces luttes. En lien avec les enjeux des échéances électorales de 2027, on peut réfléchir à réaliser de telles convergences sur plusieurs terrains en partant des besoins sociaux vécus :

Sur l'accès aux soins. C'est un terrain PCF sur lequel nous sommes continuellement intervenus depuis le Covid et notre campagne a contribué à ce que cette question soit abordée par toutes les forces politiques. Il nous faut franchir un cap en arrivant à faire définitivement voter la loi trans-partisane (Loi Garot) contre les déserts médicaux, votée en première lecture le 7 mai 2025.

Pour la Sécurité Sociale d'Ambroise Croizat. Quelles initiatives PCF pour défendre et promouvoir la Sécurité Sociale de 1945 alors que les effets destructeurs cumulés de toutes les remises en cause qui lui ont été infligées et les projets réactionnaires en cours vont parvenir en 2027 à son étatisation / privatisation si nous ne gagnons pas une modification du rapport de forces en notre faveur ?

Sur le droit à l'énergie, pour gagner la baisse de la facture d'électricité et des prix de l'essence et le gas-oil. A l'image de ce qui avait été initié par le maire PCF de Montataire (Oise) en 2022, ou bien celui de Plouha (Côtes d'Armor) en 2023, face à l'augmentation des factures d'électricité asphyxiant la commune et/ou les EHPAD, quelles initiatives prises à multiplier localement pour stopper les hausses et faire valoir notre projet de loi pour un grand service public de l'énergie ?

Sur les diverses problématiques écologiques, comme la prévention des incendies et la maîtrise de la ressource en eau face à la sécheresse, la sécurité sanitaire de l'alimentation.

- 3. Cet enracinement des mobilisations sur des enjeux concrets de service public doit permettre de poser des bases solides pour une mobilisation unitaire sur la bataille budgétaire 2027.

Notre projet de budget PCF, présenté à l'automne 2024 puis 2025 est le plus novateur et le plus cohérent face à l'ampleur des besoins de financement. Il doit être réapproprié par les communistes, popularisé et servir de base à un projet de budget 2027 commun aux forces de gauche.

Ce projet de budget doit être travaillé dès maintenant afin qu'il puisse être porté dès la période estivale non seulement dans l'hémicycle à l'automne mais surtout dans le monde du travail et les quartiers populaires.

Pour viser la gagne, - faire partager largement l'idée que ce budget est nécessaire et possible, la condition essentielle est de le porter à la connaissance de la population en ciblant prioritairement les salariés dans les entreprises et sur les lieux de travail, leurs forces syndicales et parallèlement les forces citoyennes dans les villes, villages et quartiers.

Quelques axes revendicatifs de justice fiscale déjà connus à rendre immensément populaires :

- Mettre en place la taxe Zucman et globalement une réforme de justice fiscale,
- augmenter la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (plus de 250.000 euros annuels)
- augmenter la taxe sur les successions (au-delà de 900.000 euros de patrimoine transmis)
- augmenter le nombre de tranches de l'IR. (*Cf. Les 13.335 millionnaires ne payant pas d'impôt sur le revenu*). Rétablir l'ISF

Une pétition sur quelques axes de réforme fiscale et de contenus budgétaires pourrait être lancée et porter également une demande de référendum afin de construire l'assise populaire nécessaire.

4. Renouveler nos forces afin de gagner en capacité et puissance d'interventions. Aucune traduction concrète de notre stratégie révolutionnaire ne se réalisera sans effort novateur, résolu et méthodique pour renouveler nos forces en nombre d'adhérents-es et en militants-es.

Pour nourrir ce développement des mobilisations, il faut réussir à partager nos apports communistes et nos argumentaires. Insuffler du souffle et stimuler la détermination pour une conviction : le besoin du communisme est une urgence vitale en phase avec les enjeux de civilisation de la période historique actuelle. Mais il faut de la méthode, de l'imagination et de la ténacité pour mettre en œuvre cette ambition. Et il nous faut faire le bilan de la mise en œuvre des décisions prises au 39^{ème} congrès et à la CN de Décembre 2024.

Dans quel cadre agissons-nous ? Les forces capitalistes ont fait le choix d'une économie de guerre et son corollaire obligé, l'austérité pour les budgets des services publics et des collectivités territoriales, budgets sociaux d'intérêt général.

Le choix de la guerre tous azimut comme principal moyen mis en œuvre par l'impérialisme des Etats-Unis pour maintenir la domination des intérêts capitalistes dans le monde pèse très lourdement sur la capacité citoyenne à percevoir et à trouver crédibles des possibilités de transformer l'injustice foncière de l'ordre social et économique, sa nature capitaliste et libérale.

C'est toute la capacité à délibérer collectivement à partir des faits, des débats scientifiques et des confrontations démocratiques d'idées, d'arguments et d'opinions qui se trouve dépréciée et invalidée par le recours à la violence des armes piétinant toute notion de droit international : lorsque la force supplante la raison, cela fait désespérer et ruine tout espoir de confrontation rationnelle, base de la citoyenneté.

Pour un plan opérationnel de renforcement de l'activité PCF.

1. Faire le bilan de la mise en œuvre des décisions prises au 39^{ème} congrès et à la CN de Décembre 2024, des résultats obtenus, de leurs succès ou échecs :

- quels points d'appuis et quelles innovations à partager entre Fédérations ?

2. Considérer chaque adhérent comme un sujet de l'activité communiste :

- les informer et les réunir régulièrement pour décider collectivement de l'activité PCF, des initiatives d'actions locales et autres. En sollicitant à chaque fois qu'il y a besoin leur avis et leurs propositions

- faire que chaque adhérent puisse être un acteur / une actrice du renforcement.

- travailler méthodiquement la mise à jour de nos fichiers Cociel (adresse postale, courriel, téléphone, âge)

3. travailler l'entraide et la coopération entre communistes à tous les niveaux de l'organisation, entre sections sur les départements et entre fédérations à l'échelle régionale :

- mise en commun et partage d'informations relatives à l'activité communiste pour s'appuyer ici sur ce qui a été fait d'utile ailleurs.

- partager systématiquement les expériences de campagnes d'adhésions réussies renforçant le PCF / les initiatives de luttes gagnantes.

4. Réaffirmer le choix du CN de décembre 2024, de la nécessité vitale de construire et reconstruire des liens avec le monde du travail :

- cibler les entreprises (au moins 1 par section)

- se doter dans chaque département d'une connaissance fine du tissu économique (sociologie de la classe travailleuse et cartographie des entreprises)

- nouer et renouer des liens avec les organisations syndicales

- cibler la jeunesse (ex. les jeunes des CFA. Tract de la JC ?)

- cibler les quartiers populaires. Par des publications PCF régulières et un travail avec les associations.